

<https://www.acdn.net/spip/spip.php?article254>



Faut-il abandonner le TNP et démanteler l'AIEA ?

- Accueil - Actualités - Communiqués -

Date de mise en ligne : mardi 19 décembre 2006

Copyright © www.acdn.net - Tous droits réservés

Le 10 novembre 2006, ACDN diffusait à la presse et publiait sur son site un communiqué intitulé : « NUCLEAIRE IRANIEN : Ségolène Royal a raison. »

Le 6 décembre, le Réseau "Sortir du nucléaire" publiait un communiqué intitulé :

« Nucléaire iranien : Ségolène Royal a raison...

... mais elle doit aller jusqu'au bout de son raisonnement.

Il faut abandonner le TNP, démanteler l'AIEA, et sortir du nucléaire »

Membre du Réseau « Sortir du nucléaire », ACDN regrette de devoir préciser que, malgré la ressemblance entre le titre et certains éléments de ces deux communiqués, elle ne porte aucune responsabilité dans celui du Réseau, dont elle ne partage pas plusieurs idées.

ACDN s'accorde à estimer qu'"il faut sortir du nucléaire" tant civil que militaire, et que le Traité de Non Prolifération et l'AIEA méritent de sévères critiques pour leur rôle dans la diffusion des technologies nucléaires dites « civiles », lesquelles favorisent une prolifération militaire que le traité et l'agence de l'ONU sont censés combattre par ailleurs.

Mais ce communiqué prête à Mme Royal des idées qui ne semblent pas être les siennes, car refuser à l'Iran le contrôle de la totalité du cycle nucléaire, enrichissement compris, ce n'est pas pour autant « lui interdire le nucléaire dit 'civil' ». (*)

D'autre part et surtout, il ne nous semble pas qu'il faille, dans les circonstances actuelles, "abandonner le TNP" ni "démanteler l'AIEA" : faute de meilleur outil, ce serait ouvrir encore plus grande la porte à la prolifération militaire.

Avec le réseau international « Abolition 2000 », ACDN réclame pour sa part :

- ▶ l'application effective et immédiate par les Etats nucléaires - dont la France - de l'article 6 du TNP, qui exige d'eux qu'ils négocient l'abolition de leurs arsenaux nucléaires ;
- ▶ la réforme du TNP, en particulier de son article 4, afin de substituer au « droit à l'énergie nucléaire » un droit aux énergies renouvelables et aux économies d'énergie ;
- ▶ la création à cette fin d'une agence spécialisée de l'ONU ;
- ▶ la redéfinition des missions de l'AIEA, qui devrait utiliser son savoir-faire technique exclusivement pour contrôler la non-prolifération et le désarmement nucléaires.

ACDN, le 19 décembre 2006

Faut-il abandonner le TNP et démanteler l'AIEA ?

(*) Remarque : Pour faire fonctionner des centrales nucléaires, il n'est pas nécessaire de produire soi-même leur combustible. On peut l'importer, comme on peut importer du charbon, du pétrole, du gaz... ou du minerai d'uranium. La plupart des pays disposant de centrales ne disposent d'ailleurs pas d'usines d'enrichissement de l'uranium.

La France enrichit elle-même le minerai d'uranium, mais elle importe ce dernier, aujourd'hui en totalité ; son "indépendance énergétique" grâce au nucléaire est donc une pure fiction. L'Iran au contraire, disposant d'importants gisements d'uranium, serait réellement indépendant s'il l'enrichissait lui-même sur son sol. On comprend donc qu'il revendique ce droit -conformément aux dispositions du TNP- d'autant plus que le contrat de co-production passé avec la France du temps du shah a été rompu unilatéralement par cette dernière. Bien avant la crise actuelle mais un peu tardivement, la France a réalisé que la maîtrise de l'enrichissement de l'uranium pouvait conduire l'Iran à la fabrication d'armes nucléaires.

Il n'est pas exact pour autant que "le nucléaire "civil" mène toujours à la bombe atomique". Preuve en est que plus de quarante pays hébergent des centrales nucléaires, alors que 9 "seulement" se sont approprié l'arme atomique. Le passage du nucléaire civil au militaire est avant tout une question de volonté politique. La République islamique d'Iran a beau répéter qu'elle n'a pas l'intention de se procurer d'arme nucléaire, elle convainc peu de monde, compte tenu des autres déclarations de son président, et de la nature de son régime actuel. Telle semble être la raison pour laquelle on lui refuse ce qu'on accepte de la part de l'Inde : il est indéniable que la maîtrise de l'enrichissement est une étape décisive vers la possible fabrication d'explosifs nucléaires.

Post-scriptum :

Réseau "Sortir du nucléaire" - Fédération de 765 associations

Communiqué du mercredi 6 décembre 2006

Nucléaire iranien : Ségolène Royal a raison...

... mais elle doit aller jusqu'au bout de son raisonnement

Il faut abandonner le TNP, démanteler l'AIEA, et sortir du nucléaire

Le Réseau "Sortir du nucléaire" tient à faire savoir que, même s'il attend toujours d'elle des positions claires sur le nucléaire français, Mme Royal a parfaitement raison concernant le nucléaire iranien : la seule façon d'empêcher l'Iran d'accéder à l'arme atomique est de lui interdire le nucléaire dit "civil".

Mais il est évident que cette interdiction ne peut concerner le seul Iran. En effet, les faits montrent que les règles internationales censées assurer la non-prolifération ont échoué. Le Traité de non-prolifération (TNP) est caduque. Divers pays prétendent aujourd'hui vouloir accéder au nucléaire "civil", mais c'est pour essayer de développer un programme atomique militaire.

Il faut démanteler l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) dont, faut il le rappeler, la mission première est de développer le nucléaire sur la planète et qui, de fait, génère elle-même la prolifération nucléaire.

Les hommes politiques de gauche (par exemple M. Strauss-Khan) et de droite (par exemple M. Sarkozy) qui ont "raillé" Mme Royal feraient bien de faire preuve d'humilité, tant les faits leur donnent tort. Mais, sous peine d'incohérence, Mme Royal doit aller jusqu'au bout de son raisonnement et reconnaître que le nucléaire "civil" mène toujours à la bombe atomique.

De fait, le Réseau "Sortir du nucléaire" appelle Mme Royal - ainsi que tout autre femme ou homme politique - à prendre clairement position contre tous les programmes nucléaires, "civils" et militaires, que ce soit en Iran, en Israël, en France, ou dans n'importe quel autre pays.